

Accord professionnel
EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Sarthe)
(14 décembre 2010)

(Etendu par arrêté du 7 mars 2013,
Journal officiel du 19 mars 2013)

AVENANT N° 3 DU 4 DÉCEMBRE 2014

NOR : AGRS1597134M

Entre :
La FDSEA de la Sarthe ;
La FDSEA de la Sarthe, section maraîchère ;
Le syndicat du centre-ouest des cultivateurs de champignons, section de la Sarthe ;
L'union des CUMA des Pays de la Loire, section de la Sarthe ;
La fédération nationale des producteurs horticulture et pépinières (FNPHP) de l'Anjou et du Maine ;
Les entrepreneurs des territoires de la Sarthe,
D'une part, et
Le SGA CFDT de la Sarthe ;
L'UD FO de la Sarthe ;
Le SNCEA CFE-CGC ;
La CFTC-Agri,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord du 14 décembre 2010.

Ainsi :

- des précisions sont apportées sur le calcul du capital décès ;
- des précisions sont apportées sur le calcul de la garantie incapacité permanente et invalidité complémentaire ;
- des précisions sont apportées en matière de suspension du contrat de travail ;
- les taux de cotisation sont modifiés afin d'intégrer la portabilité.

Article 1^{er}

Au quatrième alinéa de l'article 4.2 « Invalidité et incapacité permanente de travail », les mots : « du 1/12 des rémunérations perçues par le salarié au cours des 4 trimestres civils précédant la date d'attribution de la rente. » sont remplacés par les mots : « du 1/12 des salaires bruts perçus au cours des 12 mois civils précédant la date de mise en invalidité ou du salaire brut moyen mensuel calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 2

Au premier alinéa du paragraphe 1 « Capital décès » de l'article 4.4 « Décès », les mots : « du salaire annuel brut tranches A et B, majoré de 25 % du salaire annuel par enfant à charge (salaire annuel brut soumis à cotisations, perçu ou reconstitué, pendant les 12 derniers mois précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident) » sont remplacés par les mots : « du salaire annuel brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès, majoré de 25 % par enfant à charge ».

Ce même paragraphe est complété par l'alinéa suivant : « En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 3

Le paragraphe *a* de l'article 6.1 « Taux, assiette, répartition » est modifié comme suit :

- au premier alinéa, les mots : « à raison de 55,41 % à la charge de l'employeur et de 44,59 % à la charge du salarié » sont remplacés par les mots : « à raison de 55,49 % à la charge de l'employeur et de 44,51 % à la charge du salarié » ;
- au troisième alinéa, après les mots : « aux taux suivants » sont ajoutés les mots : « (taux de portabilité de 10 % inclus) » ;
- le tableau fixant les taux de cotisation est remplacé par le suivant :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX global	PART employeur	PART salarié
Incapacité de travail	0,90	0,45 ⁽¹⁾	0,45
Invalidité	0,50	0,29	0,21
Total incapacité plus invalidité	1,40	0,74	0,66
Décès	0,33	0,22	0,11
Assurance des charges sociales patronales	0,15	0,15	–
Total	1,88	1,11	0,77

(1) Correspondant aux obligations des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail.

- à l'avant-dernier alinéa, après les mots : « pendant une durée de 24 mois » sont ajoutés les mots suivants : « à partir du 1^{er} octobre 2013 ».

Article 4

L'article 6.1 « Taux, assiette, répartition » est complété par deux paragraphes ainsi rédigés :

« *c*) Suspension du contrat de travail

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation pour la garantie décès et incapacité temporaire et permanente est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur.

d) Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 3 du 4 décembre 2014).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 5

Les autres articles et conditions de l'accord du 14 décembre 2010 modifié restent en vigueur.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de la Sarthe de la DIRECCTE des Pays de la Loire et qui entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension, sauf les dispositions relatives à la portabilité de l'article 3, qui entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2015 et celles de l'article 4, qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2015.

Fait au Mans, le 4 décembre 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité

*(art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n° 2013-504
du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi)*

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur ;

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.